



## LEÇON 1

# UNE SOCIOLOGIE DE LA DÉMOCRATIE (ALEXIS DE TOCQUEVILLE)

- I. La démocratie comme « état social »
- II. Les conséquences de l'égalité des conditions
- III. Renforcer la démocratie

On doit les premières réflexions autour du concept de démocratie aux philosophes grecs. La pratique athénienne est alors considérée comme une application relativement « pure » : les citoyens se rassemblent dans l'Ecclésià pour discuter des lois et le tirage au sort est utilisé pour accorder la plupart des mandats politiques. Dans son *Adresse à Gettysburg*, en 1863, Abraham Lincoln synthétise l'espoir démocratique avec sa formule bien connue : « gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple ». La démocratie est donc très longtemps considérée comme un régime politique dans laquelle le peuple souverain a la possibilité d'exercer librement ses droits politiques. Outre l'élection des dirigeants au suffrage populaire, la démocratie repose alors principalement sur la séparation des pouvoirs (exécutif, législatif et judiciaire) et sur la mise en place d'un État de droit garantissant les libertés individuelles ou collectives. **Revenant des États-Unis d'Amérique, Alexis de Tocqueville (1805-1859) propose un véritable tournant intellectuel en expliquant que la démocratie n'est pas seulement un régime politique, mais plutôt un « état social ».** Dans *La Démocratie en Amérique* (1835-1840), il développe une approche sociologique de la « société démocratique » qui, guidée

par l'**égalité des conditions**, révèle un certain nombre de phénomènes sociaux : **moyennisation du corps social, progression du matérialisme, de la frustration relative et de l'individualisme.** Les citoyens des temps démocratiques sont animés par une « passion de l'égalité » qui peut entrer en tension avec leur « amour de la liberté ». Si bien que, paradoxalement, l'égalisation des conditions est en mesure de faire émerger un « despotisme doux ». L'ambition de Tocqueville est finalement d'en appeler à la vigilance : il faut toujours penser à renforcer la démocratie pour en limiter les effets pervers.

### I. La démocratie comme « état social »

Comme son nom l'indique, Tocqueville est un aristocrate. Issu de la lignée des Bourbons, il vit douloureusement l'accession au trône de Louis Philippe, membre de la famille d'Orléans, à la suite des Trois Glorieuses (27, 28, et 29 juillet 1830). Tocqueville décide alors de s'éloigner de la France qui lui paraît instable sur le plan politique. Avec son ami Gustave de Beaumont, il part en Amérique. Sous le prétexte officiel de

l'étude de son système pénitentiaire, il va surtout observer la seule démocratie vivante de l'époque. Après un séjour de 9 mois entre 1831 et 1832, il en revient avec *De la démocratie en Amérique* qui paraît en deux tomes : en 1835, le premier volume permet au lecteur de voyager, de mettre le pied sur la terre d'Amérique ; mais ce « dépaysement » est loin d'être suffisant pour Tocqueville qui souhaite produire un traité d'usage de la démocratie à destination des Français, objectif rempli en 1840 avec la publication du second volume.

Tocqueville possède un atout essentiel : il a vu, au cours de son voyage outre-Atlantique, **la force d'une démocratie en actes**. « Parmi les objets nouveaux qui, pendant mon séjour aux États-Unis, ont attiré mon attention, aucun n'a plus vivement frappé mes regards que l'égalité des conditions » précise-t-il avec les tout premiers mots de l'introduction de *La Démocratie en Amérique*. Tocqueville est stupéfait de « l'influence prodigieuse » de l'égalité des conditions « sur la marche de la société ». Pas seulement sur le système politique, mais bien sur l'ensemble de l'« état social ». Il perçoit en Amérique la constitution d'une véritable « société démocratique ».

Penseur du changement social, Tocqueville comprend que le passage d'une société traditionnelle à une société moderne conduit au remplacement inéluctable de l'« état social » aristocratique par l'« état social démocratique ». Ce faisant, il impose une autre vision de la démocratie qui n'est plus seulement le contraire de la Monarchie ou de l'Absolutisme, mais aussi l'opposé de la « société aristocratique ». Préfigurant la méthode de l'idéaltype de Max Weber (1864-1920), Tocqueville présente dans *La Démocratie en Amérique* une description épurée des deux types de société : ces « états extrêmes » de l'aristocratie et de la démocratie démontrent alors combien le second est le pendant du premier.

**La « société aristocratique » est à la fois stable, organisée et particulièrement fermée :** « non seulement il y a des familles héréditaires de valets, aussi bien que des familles héréditaires de maîtres ; mais les mêmes familles de valets se

fixent, pendant plusieurs générations, à côté des mêmes familles de maîtres (ce sont comme des lignes parallèles qui ne se confondent point ni se séparent) ». Les possibilités de mobilité sociale sont donc quasiment nulles. En effet, l'aristocratie est une société d'ordre où il règne un très fort esprit de hiérarchie : « La puissance de quelques sujets élevait des barrières insurmontables. » **Ainsi, dans la société aristocratique, les inégalités sont inscrites dans les mœurs.** L'égalité y existe uniquement entre pairs, c'est-à-dire entre maîtres ou entre serviteurs. Les seuls liens existant entre ces deux classes sociales peuvent être caractérisés par des obligations réciproques, qui légitiment l'obéissance et le commandement.

**À l'inverse, la « société démocratique » se caractérise par la fluidité de sa structure sociale :** « Lorsque les conditions sont presque égales, les hommes changent sans cesse de place ». Certes, il existe toujours un maître et un serviteur, mais leurs places deviennent interchangeables. De plus, si l'un continue à servir l'autre, c'est uniquement en vertu de la seule légitimité possible de l'obéissance en démocratie : **le contrat**, c'est-à-dire « l'accord momentané entre les deux volontés. Naturellement, ils ne sont point inférieurs l'un à l'autre, ils ne le deviennent que par l'effet du contrat. Dans les limites de ce contrat, l'un est le serviteur et l'autre le maître ; en dehors, ce sont deux citoyens, deux hommes ». En démocratie, le maître et le valet sont comme l'officier et le soldat. Ainsi, dans les temps démocratiques, les deux classes sociales (maîtres et valets) ont un regard différent sur leurs positions. La subordination et la domination ne sont plus subies et sont d'autant mieux acceptées que chacun des individus peut accéder à n'importe quel statut social. En effet, l'état social démocratique permet la mobilité sociale. Éventualité inenvisageable dans la société aristocratique régie par les différences héréditaires. Évidemment, il ne s'agit pas d'un processus mécanique mais la société démocratique offre la possibilité d'accéder à une position sociale supérieure c'est-à-dire à un bien-être supérieur. Si les

*homo democraticus* restent intellectuellement ou économiquement inégaux, puisque les inégalités d'intelligence ou de fortune persistent, ils gagnent, en revanche, une équivalence de statut, une égalité sociale.

Cette transformation en profondeur de l'organisation sociale que Tocqueville observe en Amérique s'explique par la progression de l'égalité des conditions. Il s'agit d'un **triple processus dynamique** qui s'appuie sur les avancées de :

- **L'égalité politique et juridique** : la « société démocratique » suppose que la démocratie s'installe comme régime politique, ce qui renvoie à un État de droit (la loi est applicable à tous de façon impersonnelle et sans arbitraire), à la séparation des trois pouvoirs (exécutif, législatif, judiciaire) et à la prise en compte de la souveraineté populaire (par le biais d'élections libres et régulières, le peuple est appelé à s'exprimer directement sur la gestion des affaires publiques). Tocqueville ne fait pas l'impasse sur cette dimension essentielle de la démocratie : l'égalité des conditions comprend bien l'égalité politique ;
- **L'égalité socio-économique**, qui prend aujourd'hui le nom d'égalité des chances. Elle doit autoriser la mobilité sociale : « (les riches) sortent chaque jour du sein de la foule et y retournent sans cesse ». Avec la démocratie, « les rangs se confondent ». Cette possibilité rend les inégalités qui subsistent plus supportables car, en théorie, chacun peut prendre la place de l'autre : « à chaque instant, le serviteur peut devenir maître et aspire à le devenir ». La fluidité du corps social est donc une caractéristique fondamentale de la « société démocratique » au point qu'il n'existe plus de « caste ». Plus personne ne devrait subir son origine sociale en démocratie... ;
- **L'égalité culturelle**, qui se traduit par une égalité de considération. L'égalité présente au niveau de la loi, des mœurs et de l'opinion publique entraîne les citoyens à se

voir et à se vivre comme égaux. L'autre ne se présente plus comme un supérieur ou un inférieur : par exemple, ses vêtements n'indiquent plus une appartenance à un milieu social. Les hommes sont visiblement similaires. Dans l'inconscient démocratique, les individus se perçoivent égaux, « une sorte d'égalité imaginaire, en dépit de l'inégalité réelle ». Les conséquences sont très importantes sur le plan social car l'égalité se propage au point de devenir une valeur sociale essentielle : la norme de la société.

À la différence de ses prédécesseurs (comme Montesquieu) ou encore de ses contemporains qui ne voyaient dans la démocratie qu'une forme de gouvernement, Tocqueville propose un apport majeur : la démocratie est un « état social » qui ne désigne pas seulement la participation des citoyens à la gestion de leurs affaires, mais l'égalité de plus en plus grande des conditions. **Définition originale qui place la démocratie comme l'antithèse de la « société aristocratique », et non pas de la société matériellement inégalitaire de l'époque.**

## II. Les conséquences de l'égalité des conditions

En plus de nous proposer une définition « sociologique » de la démocratie, Tocqueville se livre à des analyses qui en font l'un des premiers sociologues. Il explique notamment que les progrès de l'égalité des conditions modifient la structure sociale de la « société démocratique » : **l'uniformisation des modes de vie et des niveaux de vie se traduit alors par l'émergence d'une vaste classe moyenne.** L'égalisation des conditions suppose et implique à la fois un corps social dans lequel les classes supérieures et les classes populaires auront moins d'importance : « Je n'ignore pas que, chez un grand peuple démocratique, il se rencontre toujours des citoyens très pauvres et des citoyens très riches ; mais les

pauvres, au lieu d'y former l'immense majorité de la nation comme cela arrive toujours dans les sociétés aristocratiques, sont en petit nombre, et la loi ne les a pas attachés les uns aux autres par les liens d'une misère irrémédiable et héréditaire. Les riches de leur côté, sont clairsemés et impuissants; ils n'ont point de privilèges qui attirent les regards; leur richesse même, n'étant plus incorporée à la terre et représentée par elle, est insaisissable et comme invisible. De même qu'il n'y a plus de races de pauvres, il n'y a plus de races de riches; [...] Ils ne forment donc point une classe à part, qu'on puisse aisément définir et dépouiller; et, tenant d'ailleurs par mille fils secrets à la masse de leurs concitoyens, le peuple ne saurait guère les frapper sans s'atteindre lui-même. Entre ces deux extrémités de sociétés démocratiques, se trouve une multitude innombrable d'hommes presque pareils, qui, sans être précisément ni riches ni pauvres, possèdent assez de biens pour désirer l'ordre, et n'en ont pas assez pour exciter l'envie. » Tocqueville anticipe ici les travaux de certains sociologues contemporains comme, par exemple, Henri Mendras qui évoque la « moyennisation de la société » ou encore la montée d'une « classe moyenne généralisée » pendant les Trente Glorieuses. Cette vision pacificatrice du corps social – « si tout le monde est moyen, plus personne ne l'est » – se trouve à l'opposé de Karl Marx, puisqu'elle efface les classes sociales. L'émergence d'une importante classe moyenne est ainsi un axe d'opposition entre les pensée de Tocqueville et de Marx. Au-delà de cette opposition, observons que le confort rencontré dans les sociétés occidentales entre 1945 et 1973, au moment de l'âge d'or de l'économie, se rapproche de celui décrit par l'auteur de *La Démocratie en Amérique*.

Tocqueville décrit ensuite les caractéristiques de la classe moyenne, ce qui revient à analyser celles des citoyens des temps démocratiques: **le matérialisme qui est à l'origine de la frustration relative et l'individualisme.**

La « passion du bien-être matériel » qui anime la classe moyenne est paradoxale: plus la

recherche du bien-être s'accroît, plus l'insatisfaction domine. En effet, au milieu de leur bien-être matériel, ils ne sont pas heureux car « ils songent sans cesse aux biens qu'ils n'ont pas ». Comme l'égalité n'est jamais complètement réalisée, les citoyens ne sont jamais comblés: ils en ressentent une énorme frustration. **Si l'autre est un égal, il devient rapidement un rival** car « l'avantage réel de la démocratie n'est pas de favoriser la prospérité de tous, mais seulement de servir au bien-être du plus grand nombre. » Dans un cadre démocratique, où les hommes se sentent semblables, les inégalités résiduelles sont particulièrement insupportables: « Quand l'inégalité est la loi commune d'une société, les plus fortes inégalités ne frappent point l'œil; quand tout est à peu près de ce niveau, les moindres le blessent. C'est pour cela que le désir de l'égalité devient toujours insatiable à mesure que l'égalité est grande. » Ainsi, l'égalité révèle l'inégalité car il est impossible d'obtenir le niveau de bien-être désiré. « On peut concevoir des hommes arrivés à un certain degré de liberté qui les satisfasse entièrement. Ils jouissent alors de leur indépendance sans inquiétude et sans ardeur. Mais les hommes ne fonderont jamais une égalité qui leur suffise. » Cette recherche de l'égalité se perpétue, dans le sens où elle ne s'interrompt pas, car elle est à l'origine d'une dynamique: « Chez les peuples démocratiques, les hommes obtiennent aisément une certaine égalité; ils ne sauraient atteindre celles qu'ils désirent. Celle-ci recule chaque jour devant eux, mais sans jamais se dérober à leurs regards et, en se retirant, elle les attire à sa poursuite. Sans cesse ils croient qu'ils vont la saisir, et elle échappe sans cesse à leurs étreintes. Ils voient d'assez près pour connaître ses charmes, ils ne l'approchent pas assez pour en jouir, et ils en meurent avant d'avoir savouré pleinement ses douceurs. » La démocratie dévoile une mécanique auto-entretenu: plus l'égalité progresse, plus la moindre inégalité est insoutenable, nécessitant de l'éradiquer, ce qui assure le progrès continu de l'égalité. Menée par la classe moyenne, c'est une véritable course au

bien-être matériel qui s'organise en conformité avec la dynamique capitaliste.

Sensée rendre le destin social de chacun plus ouvert, la « société démocratique » conforte le matérialisme des citoyens. Happés par leurs petites ambitions de réussite économique et de bien-être quotidien, les membres de la classe moyenne démocratique plongent dans une sorte de repli sur soi. Un « **individualisme** » défini par Tocqueville comme « un sentiment réfléchi et paisible qui dispose chaque citoyen à s'isoler de la masse de ses semblables et à se retirer à l'écart avec sa famille et ses amis; de telle sorte que, après s'être créé une petite société à son usage, il abandonne volontiers la grande société à elle-même [...]. L'individualisme est d'origine démocratique et il menace de se développer à mesure que les conditions s'égalisent. » Si les hommes s'émancipent et deviennent plus autonomes, c'est au détriment du lien social. Comme « la démocratie brise les chaînes et met chaque anneau à part », ils cherchent à défendre leur bien-être matériel. Isolés, ils ne perçoivent plus le lien entre leur intérêt personnel et l'intérêt général, ce qui les amène à se désintéresser de la vie politique, envisagée comme une perte de temps préjudiciable à la conduite de leurs affaires privées. « Non seulement (les hommes qui habitent des pays démocratiques) n'ont pas naturellement le goût de s'occuper du public, mais souvent le temps leur manque pour le faire. La vie privée est si active dans les temps démocratiques, si agitée, si remplie de désirs, de travaux, qu'il ne reste presque plus d'énergie ni de loisir à chaque homme pour la vie politique. » Le citoyen individualiste et matérialiste se détache de la chose publique pour mieux se replier sur sa sphère privée. Occupé à régler ses affaires, oublieux des vertus civiques, il tombe dans une mollesse intellectuelle qui le conduit à négliger le débat public. Aujourd'hui, les faibles chiffres de la participation électorale dans les démocraties occidentales permettent de mesurer l'ampleur de cette « désaffection démocratique ».

Avec *De la démocratie en Amérique*, Tocqueville démontre combien ces « dispositions démocratiques » peuvent être dangereuses pour la démocratie elle-même et conduire les citoyens à accepter une nouvelle forme de despotisme. La « passion pour l'égalité » peut amener les citoyens à occulter la nécessité de préserver leur liberté: « Je pense que les peuples démocratiques ont un goût naturel pour la liberté; livrés à eux-mêmes, ils la cherchent, ils l'aiment, et ils ne voient qu'avec douleur qu'on les écarte. Mais ils ont pour l'égalité une passion ardente, insatiable, éternelle, invincible; ils veulent l'égalité dans la liberté, et, s'ils ne peuvent l'obtenir, ils la veulent encore dans l'esclavage. Ils souffriront la pauvreté, l'asservissement, la barbarie, mais ils ne souffriront pas l'aristocratie. » Les individus des temps démocratiques perçoivent davantage les bienfaits plus immédiats de l'égalité que ceux qui sont propagés par la liberté. Dès lors, la démocratie peut se retourner contre elle-même lorsque les citoyens sont prêts à confier toute la gestion des affaires du pays aux gouvernants et à se placer derrière un État centralisé, bureaucratique et protecteur. Une « nouvelle forme de despotisme » peut alors apparaître, un « **despotisme doux** » qui serait plébiscité parce qu'il assurerait la protection et le progrès du bien-être matériel des habitants des contrées démocratiques: « Je veux imaginer sous quels traits nouveaux le despotisme pourrait se produire dans le monde: je vois une foule innombrable d'hommes semblables et égaux qui tournent sans repos sur eux-mêmes pour se procurer de petits et vulgaires plaisirs, dont ils emplissent leur âme. Chacun d'eux, retiré à l'écart, est comme étranger à la destinée de tous les autres: ses enfants et ses amis particuliers forment pour lui toute l'espèce humaine; quant au demeurant de ses concitoyens, il est à côté d'eux, mais il ne les voit pas; il les touche et ne les sent point; il n'existe qu'en lui-même et pour lui seul, et s'il lui reste encore une famille, on peut dire du moins qu'il n'a plus de patrie. Au-dessus de ceux-là s'élève un pouvoir immense et tutélaire, qui se

charge seul d'assurer leur jouissance et de veiller sur leur sort. Il est absolu, détaillé, régulier, prévoyant et doux. »

### III. Renforcer la démocratie

En dépit de cette menace sur la liberté, Tocqueville défend l'égalité des conditions car il la croit favorable au plus grand nombre. Cependant, il recherche les conditions de l'existence d'une « démocratie libérale » qui parviendrait à concilier égalité et liberté. Il énonce de nombreuses solutions qui concourent à soutenir la liberté politique. **Il s'agit de mettre en place des contrepoids à la puissance asphyxiante de l'État : encourager la pratique religieuse, organiser la liberté de la presse** (« Les journaux deviennent plus nécessaires à mesure que les hommes sont plus égaux et l'individualisme plus à craindre. ») **et créer des corps intermédiaires. En effet, pour trouver un équilibre entre égalité et liberté, il faut envisager de favoriser les libertés locales et le développement des associations.**

Pour lutter contre l'inertie des citoyens, Tocqueville propose de mettre en œuvre une décentralisation puisque « le grand péril des âges démocratiques, soyez-en sûr, c'est la destruction ou l'affaiblissement excessif des parties du corps social en faveur du tout ». Activer les libertés locales doit permettre de contrer l'individualisme car c'est « en chargeant les citoyens de l'administration des petites affaires, bien plus qu'en leur livrant le gouvernement des grandes, qu'on les intéresse au bien public et qu'on leur fait voir le besoin qu'ils ont sans cesse les uns des autres pour le produire. » Cela offre la possibilité de multiplier à l'infini, pour les citoyens, les occasions d'agir ensemble pour le bien public. La démocratie locale les rend pleinement souverains et leur permet d'être investi de responsabilités politiques. C'est bien à l'échelon communal que les hommes se rapprochent les uns des autres et se forcent à s'entraider en participant aux affaires

publiques. Outre le retour de la solidarité, c'est à ce niveau que peut s'assurer l'exercice régulier de la liberté politique : « Les institutions communales sont à la liberté ce que les écoles primaires sont à la science ; elles les mettent à la portée du peuple, elles lui en font goûter l'usage paisible, et l'habituent à s'en servir. Sans institutions communales, une nation peut se donner un gouvernement libre, mais elle n'a pas l'esprit de la liberté. » La démocratie doit être « participative » et « de proximité » dans le sens où les citoyens perçoivent une réelle possibilité d'agir sur leurs situations par le biais des institutions politiques.

Pour gérer au mieux les problèmes collectifs, Tocqueville recommande également de développer le tissu associatif. Il s'agit de redonner la sphère publique et la culture civique au peuple : « Dans les pays démocratiques, la science de l'association est la science mère ; le progrès de toutes les autres dépend des progrès de celle-là. » Les associations sont particulièrement importantes pour bonifier la vie publique car, sans elles, les individus sont trop faibles et isolés pour faire aboutir un projet. Elles sont susceptibles de réhabiliter la politique par la promotion de l'intérêt général et par la production d'idées nouvelles – et la volonté de les défendre. C'est ainsi que, face à l'État omnipotent, la société civile doit retrouver toute sa place. Céder la parole aux citoyens est le meilleur moyen d'assurer la pérennité de la démocratie...

Les solutions de Tocqueville ont toujours le même objectif : **dynamiser le débat public**. En effet, l'égalisation des conditions conduit à une sorte de conformisme (« la pensée unique » dirait-on aujourd'hui). Cette apathie intellectuelle est à la source des déconvenues de la démocratie. Il convient de les prévenir en renforçant la volonté des citoyens à se mêler des affaires de la cité.

## ■ ■ ■ REPÈRES

- La démocratie n'est pas qu'un régime politique, il s'agit d'un « état social » guidé par l'égalité des conditions.
- L'égalisation des conditions a des conséquences sociologiques : moyennisation de la société, progression du matérialisme, de la frustration relative et de l'individualisme.
- La « société démocratique » introduit une tension entre l'égalité et la liberté des citoyens qui peut faire émerger un « despotisme doux ». Il faut donc renforcer la démocratie en s'appuyant notamment sur la vie associative et les libertés locales.

## ■ ■ ■ BIBLIOGRAPHIE

- Keslassy (E.), *Lire Tocqueville. Alexis de Tocqueville. Pour une sociologie de la démocratie*, Paris, Ellipses, 2012.
- Tocqueville, de (A.), *De la démocratie en Amérique, Œuvres complètes, Tome I, volume 1 et 2*, Gallimard, 1961.

## ■ ■ ■ POUR GAGNER DES POINTS

### Tocqueville, libéral ?

On présente souvent Tocqueville comme un libéral sans autre précision. En réalité, le libéralisme de Tocqueville est relativement complexe : si son libéralisme politique ne fait aucun doute, son libéralisme économique est beaucoup moins évident. Si Tocqueville consacre de nombreuses pages à dénoncer le poids croissant de l'État dans l'économie et dans la société, il ne croit pas pour autant à l'action spontanée du marché défendue par les libéraux de son temps. La pensée économique et sociale de Tocqueville, longtemps restée méconnue, peut être analysée comme médiane. S'il est néfaste de demander à l'État de tout régler, s'il faut empêcher l'émergence d'un « État immense et tutélaire », le gouvernement doit être particulièrement actif dans de nombreux domaines : participer à la mise en place d'une véritable politique sociale devenue inévitable pour contrer l'ampleur et la permanence du paupérisme, veiller à ce que les salaires des ouvriers ne soient pas trop bas – pour qu'ils profitent, eux aussi, d'une partie du développement économique –, contrôler pour partie l'aménagement du territoire – par le biais d'une politique des transports, assise sur le développement des chemins de fer, afin d'éviter la paupérisation de régions entières –, se préoccuper de la situation

alarmante des enfants trouvés et accompagner l'abolition de l'esclavage. Sous certaines conditions, l'intervention économique et sociale de l'État est, selon Tocqueville, la meilleure solution pour éviter les mouvements de foule, éloigner le spectre de « l'aristocratie industrielle » ou pour prévenir la violence possible dans les colonies à la suite de l'émancipation simultanée des esclaves. Au fond, Tocqueville invente une « troisième voie » ou un entre-deux : s'il ne veut ni de l'État producteur et protecteur, « machine de progrès » au sens de Louis Blanc et se prononce finalement contre l'inscription du droit au travail dans la nouvelle Constitution en 1848, il se refuse à faire du marché le régulateur de l'économie et, surtout, de la société. Tocqueville milite pour un « État-situé », un État qui agit momentanément lorsque la situation économique et sociale l'exige expressément, précisément lorsque la cohésion de la société est mise à mal par les intérêts contradictoires des groupes sociaux (industriels/ouvriers, colons/affranchis). Sans nier la responsabilité de l'individu, l'objectif est de créer de la solidarité. On le voit : le libéralisme politique de Tocqueville ne préfigure en aucune façon le libéralisme économique tel qu'il peut s'entendre dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.



## LEÇON 2

# LA LUTTE DES CLASSES (KARL MARX)

- I. Les classes sociales
- II. Exploitation et aliénation
- III. Vers une société sans classes ?

Il n'est pas évident de considérer que l'œuvre de Karl Marx (1818-1883) relève de la sociologie. Penseur aux multiples facettes, l'auteur du *Capital* (1867) est sans doute d'abord un philosophe, un économiste et un historien. Des « disciplines » qu'il n'abandonne pas lorsqu'il entre sur le terrain de la sociologie. C'est ainsi que le concept central du marxisme – le « mode de production » – se nourrit de ses différentes compétences. **Marx considère en effet que l'histoire de l'Humanité est une succession de modes de production : la période antique se caractérise par l'esclavage, le temps féodal par le servage et la société industrielle par le salariat.** Il pense – en politique – que le dernier mode de production doit être le socialisme et le communisme, un ordre social dans lequel les classes sociales n'existent plus. C'est donc que les autres types de société se caractérisent par la présence de classes sociales, dans un ensemble que l'on peut schématiquement décomposer en deux éléments : l'infrastructure et la superstructure. L'infrastructure correspond à la base économique et à l'état des techniques. Marx y distingue les rapports de production – c'est-à-dire la façon dont le travail et la propriété sont organisés, qui servent à la répartition des revenus

– et les forces productives – qui renvoient aux moyens de production matériels (outils, techniques, machines etc.) et aux hommes qui les utilisent. À partir de l'infrastructure économique va se constituer une superstructure sociale qui comprend les institutions politiques, juridiques ou culturelles (les lois, la morale, l'art, la philosophie, la religion...). D'une façon générale, Marx pense que les forces productives évoluent plus rapidement que les rapports de production – sous l'effet du progrès technique par exemple – ce qui va être à l'origine d'une contradiction débouchant sur des crises économiques et sociales qui ne peuvent se résoudre par un changement de mode de production. Dans cette perspective, l'avènement de la société capitaliste industrielle s'explique par des évolutions techniques jusqu'à contraintes par les rapports féodaux. Dans *Misère de la philosophie* (1847), Marx est parfaitement explicite : « En acquérant de nouvelles forces productives, les hommes changent leur mode de production et en changeant le mode de production, la manière de gagner leur vie, ils changent tous les rapports sociaux. Le moulin à bras vous donnera la société avec le suzerain ; le moulin à vapeur, la société avec le capitalisme industriel. » Ainsi, l'état des techniques